

Le compte de gestion depuis la réforme de 2024 : ce qui a changé, ce qu'on attend de vous

Ce guide est une information générale. Il ne remplace ni les services publics gratuits d'information et de soutien aux tuteurs familiaux (ISTF, portés par les UDAF), ni un professionnel du droit pour votre situation.

1. Ce qui a changé en 2024

Chaque année, en tant que tuteur ou curateur, vous rendez compte de votre gestion. La donne a changé avec le **décret n° 2024-659 du 2 juillet 2024**, complété par **deux arrêtés du 4 juillet 2024** (JORF du 12 juillet 2024) : l'un fixe les modèles officiels, l'autre la rémunération du professionnel chargé du contrôle.

Premier changement — qui contrôle. Ce n'est plus le greffe du tribunal qui vérifie vos comptes — le circuit dépend de votre situation :

AVANT

~~Le greffe du tribunal vérifiait votre compte~~



DÉSORMAIS

Le contrôleur interne, s'il en existe un : subrogé tuteur, co-tuteur ou conseil de famille.

SINON

Un professionnel qualifié, désigné par le juge : notaire, commissaire de justice, commissaire aux comptes, mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Qui, dans votre cas ? C'est écrit dans votre jugement.

Ce vérificateur a de vrais moyens : il peut exiger toute pièce utile et interroger directement les banques — le secret bancaire ne lui est pas opposable (articles 510 et 513-1 du code civil).

Second changement — le format. Le compte de gestion n'est plus un tableau libre : c'est un **modèle officiel**, avec des rubriques précises, dans un ordre précis. Un document qui ne suit pas ce modèle part avec un handicap — et un document qui le suit, pièces à l'appui, est exactement ce que les textes demandent au vérificateur d'examiner. La bonne nouvelle : un modèle imposé, c'est aussi un mode d'emploi. Si vous savez ce que chaque rubrique attend, vous savez exactement quoi préparer.

2. Le modèle officiel en un coup d'œil

Le modèle annexé à l'arrêté « modèles » du 4 juillet 2024 (Légifrance, réf. JORFTEXT000049893287) s'organise en trois blocs :



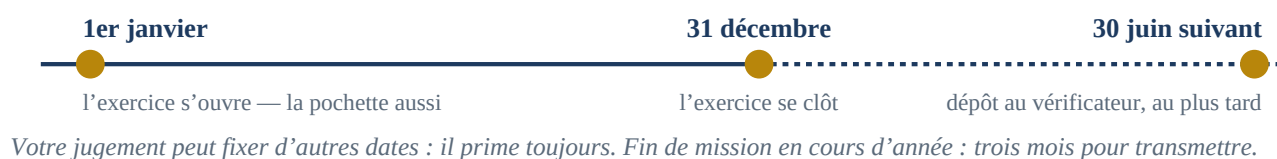
Chaque rubrique a ses attentes précises, ses pièces justificatives — et ses pièges. Remplis « de mémoire », les tableaux produisent des écarts inexpliqués ; la bonne méthode part toujours des relevés bancaires.

3. Les trois erreurs qui coûtent le plus cher

- 1 Le compte oublié**
Ne déclarer au tableau D que le compte courant « qui vit », en omettant un vieux livret. Le vérificateur peut interroger les banques directement : un compte présent chez la banque mais absent de votre tableau transforme un oubli en question désagréable.
- 2 La grosse dépense sans justificatif**
La liste ministérielle des pièces (annexe n° 2 de la circulaire du ministère de la Justice du 24 septembre 2024) demande un justificatif pour toute dépense supérieure à 500 €. À l'inverse, pour les dépenses de la vie courante sous ce seuil, aucun ticket de caisse n'est exigé.
- 3 L'écart inexpliqué**
Un total de ressources ou de dépenses qui ne colle pas aux relevés bancaires attire l'attention bien plus que les montants eux-mêmes. Une ligne inhabituelle mais expliquée en deux phrases factuelles ne pose, elle, aucun problème.

4. Votre calendrier

Vous transmettez le compte et les pièces au vérificateur **au plus tard le 30 juin de l'année suivante**. Exemple : le compte de l'année 2026 se transmet avant le 30 juin 2027 — et il se prépare maintenant, au fil des mois.



LE CONSEIL QUI CHANGE TOUT

Ouvrez dès janvier une pochette (papier ou numérique) où chaque facture de plus de 500 €, chaque ordonnance du juge, chaque attestation arrive au fil de l'eau. Le dépôt de juin devient un assemblage de pièces déjà classées.

5. L'aide gratuite existe — utilisez-la

Vous n'avez pas à faire cela sans aide — et aucune raison de payer pour ce qui est gratuit.

- **L'ISTF (Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux)**

Le plus souvent porté par l'UDAF de votre département. Ces dispositifs existent dans la quasi-totalité des départements et sont financés sur fonds publics : ils informent, orientent et accompagnent gratuitement les tuteurs familiaux, y compris sur le compte de gestion. C'est le premier réflexe à avoir. Cherchez « ISTF » + votre département, ou appelez l'UDAF la plus proche.

- **Le greffe du tribunal qui suit la mesure**

Copie du jugement, dates, transmission.

- **Un professionnel du droit**

Pour toute question propre à votre dossier.

MonCRG ne remplace aucun de ces interlocuteurs et ne cherche pas à le faire. Notre travail commence après : une fois le compte rempli, le relire ligne à ligne avant le dépôt.

ALLER PLUS LOIN

Votre compte de l'année 2026 se prépare maintenant — et se dépose au plus tard le 30 juin 2027. Le Pack Contrôle 2026 reprend le modèle officiel ligne par ligne : pour chaque rubrique — ce qu'on vous demande, où trouver l'information, l'erreur fréquente et le geste qui vous met en ordre — plus la checklist officielle des pièces justificatives (1 page, imprimable), le modèle de courrier à votre banque pour obtenir les relevés annuels de tous les comptes (article 510), et les rappels d'échéances par email. Il est livré immédiatement avec la précommande de votre vérification (89 €, remboursable 30 jours). L'outil ouvre le 30 novembre 2026 : la saisie de votre exercice y est gratuite et sans limite, et la vérification se relance autant de fois qu'il le faut jusqu'au dépôt. moncrg.fr

MonCRG.fr — Wassim Tallal, entrepreneur individuel, SIREN 795 055 482 — contact@moncrg.fr. Information générale, jamais de conseil juridique individualisé (loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971).